



N°98

La Lettre d'enviropea



L'information sur les politiques et les financements européens pour l'environnement et le climat

Sommaire

Actualités d'Enviropea..... P.2

Actualité de la Commission Européenne..... P.3

Actualité des politiques nationales environnementales.....P.4

Actualités des politiques européennes environnementales.....P.5

Les news des programmes européens.....P.7

Les appels à projet.....P.10

Edito

Programme LIFE : sauver l'outil ou perdre le cap ?

À première vue, l'histoire pourrait sembler rassurante. Alors que la Commission européenne envisageait de diluer le programme LIFE dans une architecture budgétaire plus large (le fameux « Fond européen pour la compétitivité »), le Parlement européen a rappelé la nécessité de maintenir le financement d'actions phares telles que la conservation de la nature, la restauration de la biodiversité, l'adaptation au changement climatique, la prévention des pollutions etc. lors du vote du budget en assemblée plénière fin avril. Autant d'actions qui selon lui doivent continuer à être soutenues avec une ligne budgétaire dédiée.

3,39 milliards d'euros sont donc proposés au sein du futur Fond pour la compétitivité européenne comme « fléchés » sur ces actions LIFE (avec, donc 2 milliards de pertes par rapport au budget LIFE 2021-2027, qui seraient apparemment compensés par l'EU Facility – mais sans plus de précision).

Cette proposition doit maintenant servir de base de négociation avec le Conseil. D'ici là, les différentes commissions parlementaires devront décliner leurs positions sur chaque programme, avant l'ouverture de trilogues attendus, au mieux, fin 2026. Autrement dit : le sort du programme LIFE reste pleinement ouvert, et soumis à des arbitrages politiques qui s'annoncent longs, et difficiles. D'autant plus difficile que la position de la France est celle de la fusion.

La France, troisième pays européen en termes de nombre de projet financés, pèse malheureusement fortement dans cette balance ... A l'heure où toutes les subventions publiques sont rognées, réduire encore les moyens financiers revient à fragiliser des projets pourtant essentiels, plébiscités par les acteurs français et surtout, terriblement nécessaires.



Du changement dans notre équipe

Bonne route Séverine, et merci pour tout !

Après trois années passées au sein d'Enviropea, notre collègue Séverine nous quitte pour ouvrir un nouveau chapitre de son parcours professionnel.

Elle a été, tout au long de ces deux années, un véritable pilier de l'équipe. Par son sens du travail collectif, sa pédagogie et sa grande capacité à rendre simples des sujets parfois (très) techniques, elle a contribué autant à la qualité des projets qu'à la dynamique de groupe.

Sa gentillesse, sa disponibilité et son attention envers les autres ont marqué le quotidien de l'équipe bien au-delà de ses missions. Travailler à ses côtés a été à la fois un plaisir et une vraie chance !

Nous la remercions sincèrement pour tout ce qu'elle a apporté et lui souhaitons le meilleur pour la suite de ses aventures professionnelles.

Pacte vert, règles grises : quand Bruxelles encadre l'élan industriel

La transition écologique européenne a décidément le sens du timing... ou de l'ironie. Alors que la course mondiale aux technologies propres s'intensifie, la Commission propose de resserrer les règles sur les aides d'État, limitant la capacité des États membres à subventionner leurs propres industries vertes. Une décision qui, sous couvert d'équité du marché intérieur, pourrait surtout redistribuer les cartes... au profit de ceux qui avaient déjà les meilleures entre les mains.

Car derrière cette volonté de discipline budgétaire se cache une tension bien connue : éviter une guerre des subventions entre États, tout en tentant de rivaliser avec les politiques industrielles agressives des États-Unis ou de la Chine. Résultat : l'Europe cherche à courir un sprint avec un règlement inadapté.

D'un point de vue environnemental, le paradoxe est savoureux (ou inquiétant, selon l'humeur du jour) : au moment même où les investissements massifs sont identifiés comme indispensables pour déployer les technologies bas carbone, on envisage d'en encadrer davantage les leviers publics. Une sobriété budgétaire qui pourrait, à défaut d'être carbone, devenir stratégique.

En filigrane, cette proposition illustre une évolution plus large : la transition écologique européenne glisse lentement d'un projet politique ambitieux vers un exercice d'équilibriste entre compétitivité, souveraineté industrielle et orthodoxie économique. Traduction : sauver le climat, oui... mais sans trop déranger les règles du jeu.

Produire propre dès le départ : l'UE mise sur la bonne volonté industrielle

Dans la grande famille des concepts européens aux acronymes rassurants, le "Safe and Sustainable by Design" (SSbD, sûre et durable dès la conception) vient d'être remis au goût du jour. La commission a adopté en mars une recommandation révisée sur le sujet après une phase de test initiée dès 2022. Objectif affiché : intégrer sécurité et durabilité dès la conception des produits chimiques et matériaux, pour éviter de

“verdier” après coup ce qui n’aurait jamais dû exister. Une idée simple, presque révolutionnaire : penser avant de produire.

Le nouveau cadre promet de réduire l’administratif tout en élevant les standards, un équilibre subtil entre simplification administrative et ambition environnementale. L’innovation industrielle est ainsi invitée à devenir, par défaut, propre, circulaire et non toxique.

Mais derrière cette montée en gamme méthodologique se cache une réalité plus nuancée : le dispositif reste volontaire. Autrement dit, l’Europe propose aux industriels de mieux faire... s’ils en ont envie. Une écologie par incitation, où la bonne volonté devient presque une politique publique.

Intégrer l’analyse du cycle de vie et les risques dès la phase de conception pourrait effectivement éviter quelques catastrophes industrielles en différé. Mais dans une économie mondialisée où la compétitivité reste reine, la durabilité “by design” devra rivaliser avec la rentabilité “by default”. La Commission présentera un règlement relatif aux matériaux avancés dans cette approche avant la fin de l’année.

Au fond, ce cadre incarne parfaitement la transition européenne : ambitieuse dans ses principes, prudente dans ses contraintes.

Actualités des politiques nationales environnementales

Énergies renouvelables : la France à nouveau rappelée à l’ordre par Bruxelles

La France et les énergies renouvelables : une relation toujours sous surveillance de la Commission mais désormais en cours de régularisation. Pointée du doigt par la Commission européenne pour **transposition incomplète de la directive sur les EnR**, Paris a depuis engagé les ajustements nécessaires pour rentrer dans les clous.

En cause : des dispositions européennes visant à accélérer les procédures d’autorisation des projets renouvelables, encore partiellement intégrées dans le droit français début 2026. Résultat : un avis motivé complémentaire a été délivré par la Commission, dernière étape avant un possible recours devant la Cour de justice de l’Union européenne.

Depuis, le gouvernement s'active. Plusieurs textes législatifs sont en cours d'adoption pour finaliser la transposition, notamment via des mesures de simplification administrative et de réduction des délais. Une mise en conformité qui se joue désormais contre la montre, dans le délai de deux mois fixé par Bruxelles.

Sur le fond, le diagnostic reste inchangé : la France ne conteste pas l'objectif, mais peine à adapter suffisamment vite son cadre réglementaire. La transition est bien engagée... mais toujours freinée par ses propres procédures.

D'un point de vue environnemental, l'enjeu est loin d'être anecdotique : ces ajustements conditionnent directement la capacité du pays à accélérer le déploiement des renouvelables dans les prochaines années.

Actualités des politiques européennes environnementales

Transition juste : l'Europe a déjà les moyens (reste à bien s'en servir)

Bonne nouvelle (oui, ça arrive !) : la transition écologique européenne ne repose pas uniquement sur des objectifs hors d'atteinte et des tableaux Excel anxiogènes. Le rapport du projet Plan4Climate, porté par le Réseau Action Climat, s'appuyant sur l'analyse de 12 États membres, rappelle que les financements européens restent un levier massif, encore largement sous-exploité.

Derrière les débats budgétaires, une réalité persiste : l'Union européenne finance déjà environ un tiers des investissements publics climatiques. Premier constat : les fonds européens (FEDER, FSE+, Fonds de cohésion, FTJ) jouent déjà un rôle structurant, mais leur impact dépend fortement de la manière dont ils sont programmés et déployés au niveau national. Autrement dit, l'Europe finance, mais ce sont les États qui décident de l'efficacité réelle.

L'étude met en lumière plusieurs facteurs clés de réussite observés dans les 12 pays :

- Une planification stratégique claire, alignée avec les objectifs climatiques,
- Une implication des acteurs locaux (collectivités, société civile),
- Et surtout, un ciblage explicite des publics vulnérables pour éviter une transition à deux vitesses.

À l'inverse, les failles y sont bien identifiées : manque de coordination entre fonds, faible lisibilité pour les porteurs de projets, et une tendance persistante à financer des projets "compatibles" plutôt que véritablement transformateurs. Le rapport ne nie pas les limites, lenteur de déploiement, inégalités d'accès, complexité administrative, mais il esquisse surtout une trajectoire crédible : mieux cibler, mieux répartir, et surtout mieux associer les territoires.

À l'heure où le futur budget européen (2028-2034) se redessine, l'enjeu n'est donc plus seulement de dépenser plus, mais de dépenser mieux, pour que la transition soit réellement "juste".

Le rapport explique « la Commission européenne propose de fusionner les fonds de cohésion européens, et de supprimer plusieurs programmes et fonds très importants pour déployer des politiques climatiques, à commencer par le Fonds pour la Transition Juste. Dans ce nouveau système, chaque Etat membre recevra de l'Union européenne une cagnotte globale afin de financer la mise en œuvre de son plan national (le Plan de Partenariat National et Régional ou PPNR), en cohérence avec les priorités fixées par les 27 Etats-membres pour ce nouveau cycle budgétaire. » Le rapport formule donc des recommandations très concrètes :

- Renforcer le fléchage climatique et social des fonds,
- Conditionner davantage les financements à des objectifs de transition juste,
- Simplifier l'accès pour les territoires et porteurs,
- Améliorer le suivi des impacts réels, au-delà des indicateurs de dépense.

Ainsi, l'Europe n'a pas tant un problème de moyens qu'un problème de gouvernance et de priorisation.

Et c'est peut-être là que réside la note d'espoir : contrairement à d'autres chantiers, les outils existent déjà, les budgets aussi, et les bonnes pratiques sont identifiées. Reste à généraliser ce qui fonctionne : un défi moins spectaculaire qu'une nouvelle annonce mais potentiellement bien plus efficace.

La France, premier bénéficiaire de la BEI : anatomie d'un investissement stratégique

En 2025, la Banque européenne d'investissement confirme son tropisme français : avec 13 milliards d'euros engagés, la France reste son premier territoire d'investissement européen.

Dans le détail, difficile de manquer la couleur dominante : le climat capte 61 % des financements, soit environ 8 milliards d'euros, avec un accent marqué sur l'énergie (4,5

milliards) afin de moderniser les réseaux électriques, développer le renouvelable et les interconnexions. Deuxième pilier : l'innovation et les technologies (30 % des montants, soit 4 milliards), entre industrie décarbonée, numérique et soutien aux start-up via le Fonds européen d'investissement.

À cela s'ajoutent des investissements plus diffus mais structurants : logement social, mobilité durable, éducation et santé, avec notamment des projets de rénovation énergétique et de construction de logements.

Plus surprenant, la BEI s'écarte pour la toute première fois de ces financements autour de la transition pour inclure une montée en puissance assumée de la sécurité et défense (670 millions d'euros), signe que la durabilité européenne inclut désormais aussi une dimension géopolitique.

En toile de fond, la BEI finance également les PME, l'agriculture et la cohésion territoriale, avec plus de la moitié des investissements orientés vers des régions relevant de la politique de cohésion.

Au final, la photographie est assez limpide : une Europe qui investit massivement pour verdir, innover et sécuriser tout en essayant de cocher toutes les cases à la fois. Une stratégie "multi-objectifs", où la transition écologique partage désormais l'affiche avec la compétitivité et la souveraineté.

Les news des programmes européens

LIFE

La commission a dévoilé le nom des projets intégrés stratégiques financés pour 2025 !

Cette année, ce sont 103M d'euros qui ont été attribués à 7 projets stratégiques européens, à savoir :

- LIFE HumedalES, un projet visant à restaurer environ 26 200 hectares de zones humides en Espagne.
- LIFE SIP GR Blue, qui se concentre sur la biodiversité, la pêche, la pollution, les déchets marins et le bruit sous-marin autour des côtes et des îles de Grèce.
- LIFE ADAPT EST, qui soutient la région Grand Est, vulnérable au changement climatique, dans son adaptation aux vagues de chaleur extrêmes, à la sécheresse et aux inondations ; **Projet par ailleurs accompagné par Enviropea !**

- NatAdaptSK, qui testera de nouvelles solutions fondées sur la nature en Slovaquie.
- CEL4LIFE visant à réduire de moitié l'utilisation de matières premières dans les secteurs de la chimie, de la fabrication et de la construction dans la province néerlandaise du Limbourg.
- LIFE IP AGRILoop établira une économie agroforestière circulaire dans la région autonome portugaise des Açores.
- ACWA LIFE, en Finlande, se concentrera sur le nettoyage et la protection des cours d'eau, des lacs, des eaux côtières, des bassins fluviaux et des eaux souterraines.

Un grand bravo aux Lauréats !

Horizon Europe

Horizon Europe s'internationalise : négociations avec l'Australie

Autre signal fort, l'Union européenne a officiellement ouvert des négociations avec l'Australie pour une association au programme Horizon Europe. L'objectif est d'élargir la coopération scientifique et d'ouvrir plus largement les appels à des partenaires internationaux.

Cette dynamique confirme la stratégie européenne d'internationalisation de la recherche, déjà engagée avec plusieurs pays associés, et visant à renforcer la compétitivité scientifique européenne à l'échelle mondiale.

Innovation Fund

2,7 milliards d'euros pour accélérer l'industrie bas carbone

La Commission européenne a confirmé une nouvelle vague de financement via le **Innovation Fund** dans le cadre de l'appel à projets « Technologies zéro émission nette » 2024, avec **54 projets désormais conventionnés**, marquant leur entrée en phase de déploiement. À cela s'ajoutent **6 projets supplémentaires** issus de la liste de réserve en cours de contractualisation.

Au total, ces projets représentent environ 2,7 milliards d'euros de financement (dont 2,4 milliards initialement alloués lors de l'appel), confirmant le rôle central du fonds dans le soutien aux technologies industrielles bas carbone. Une fois opérationnels, ces projets devraient permettre d'éviter l'émission d'environ 230 millions de tonnes de CO₂ au cours des dix premières années.

Le succès de l'appel illustre une forte dynamique du marché : **359 candidatures ont été déposées**, soit un niveau de concurrence **plus de 9 fois supérieur au budget disponible**.

Les projets financés couvrent un large spectre de secteurs clés de la décarbonation :

- Industries intensives en énergie (ciment, raffinage, verre, chimie),
- Energies renouvelables,
- Mobilité bas carbone (maritime, aviation, routier),
- Technologies émergentes (hydrogène, matériaux critiques, etc.).

Enfin, l'appel était structuré autour de cinq thématiques principales : projets à grande échelle, projets à moyenne échelle, projets de petite échelle, fabrication de technologies propres, projets pilotes. L'appel IF25 s'est clôturé le 23 avril 2026.

Enchères 2025 : un engouement massif pour la décarbonation industrielle

Les enchères 2025 de l'Innovation Fund, pilotées par CINEA, confirment l'appétit des industriels européens pour la transition bas carbone. Les appels dédiés à la **chaleur industrielle (IF25 Heat)** et à la **production d'hydrogène (IF25 Hydrogen)** ont généré près de **10 milliards d'euros de demandes**, pour un budget disponible nettement inférieur.

Dans le détail, 85 candidatures ont été déposées sur la chaleur industrielle (1,4 Md€ demandés) et 58 projets sur l'hydrogène (8,4 Md€), illustrant une forte mobilisation sur ces deux leviers clés de décarbonation.

Le mécanisme d'enchères, encore relativement peu utilisé dans les financements européens, repose sur une logique simple : attribuer les financements aux projets les plus compétitifs, notamment en termes de coût de réduction des émissions. Il est complété par un dispositif original, les "enchères en tant que service", permettant aux États membres de s'appuyer sur ce cadre européen pour flécher leurs propres financements.

Dans ce cadre, l'Allemagne mobilise 1,3 milliard d'euros pour soutenir la production d'hydrogène renouvelable, tandis que l'Espagne contribue à hauteur de 490 millions d'euros, répartis entre hydrogène et chaleur industrielle. Ces montants viennent s'ajouter aux 2,3 milliards d'euros déjà prévus par le Fonds d'innovation.

Prochaine étape : les premiers résultats d'évaluation sont attendus entre mai et juin 2026, toujours par CINEA.

En filigrane, un signal clair : la demande industrielle pour financer la décarbonation dépasse largement les enveloppes disponibles, preuve que la transition est en marche, mais aussi que la compétition pour y accéder reste particulièrement intense.

Interreg

70% des fonds Interreg ont été alloués dans toute l'Europe

Sur la période 2021-2027, le rapport d'état d'Interreg 2025 révèle qu'environ 70% de ces fonds ont été attribués soit plus de 7,5 milliards d'euros dans près de 6 000 projets à travers l'Europe.

Cela signifie concrètement moins d'appels opérationnels à venir et plus d'appels de capitalisation ainsi qu'une mise en œuvre qui s'accélère dans tous les programmes. 2026 devrait être une année charnière pour Interreg.

Les appels à projets des programmes

LIFE

Les appels LIFE 2026 sont sortis le 21 avril

- CET - 85,5M euros, entre 3M et 10M euros par appel.
- CLIMA - 60M euros dont 28M euros respectivement pour les SAP adaptation et atténuation et 4M euros pour les GOV.
- N&B - 173,5M euros dont 166M euros pour les SAP et 7,5M euros pour les GOV
- ECQV - 85,5M euros dont 79 M euros pour les SAP ENV et 6,5M euros pour les GOV.

Vous avez jusqu'au **22 septembre 2026** pour déposer vos dossiers sur la plateforme Funding and Tenders. C'est donc le moment d'attaquer le montage de vos projets !

Nous nous ferons un plaisir de vous accompagner notamment via le dispositif d'assistance du MTE pour bénéficier de nos retours : [Plus d'informations](#)

Horizon Europe :

Eu Missions

- Nouveaux financements climat & sols

La Commission européenne a ouvert une nouvelle opportunité de financement dans le cadre des EU Missions de Horizon Europe, avec une enveloppe d'environ **20 millions d'euros** dédiée à des projets sur le climat et la santé des sols. 2 projets de 10 millions d'euros visant à renforcer la résilience des sols face aux phénomènes météorologiques extrêmes et à soutenir la sécurité alimentaire seront financés.

Au cœur de cette initiative, deux priorités des EU Missions : **l'adaptation au changement climatique**, et **la mission sol, santé et alimentation**, avec un objectif clair : accélérer le passage de la R&D à des solutions déployables sur le terrain (outils, technologies, pratiques ou modèles d'action).

Le calendrier est déjà fixé :

- Ouverture : 4 février 2026
- Date limite de dépôt : **23 septembre 2026**
- Budget indicatif : ~10 M€ pour ce topic unique

- Villes climatiquement neutres, un appel est ouvert !

Un appel à projets est ouvert pour financer des actions de R&I à hauteur de **85,5 millions d'euros**, autour de trois grandes priorités. Les thématiques financées sont les suivantes :

1. Transports publics urbains et périurbains sobres en énergie, complétés par des solutions de mobilité partagée
2. Transition vers des systèmes de chauffage basse température dans les immeubles résidentiels collectifs
3. Modèles d'économie circulaire dans le secteur de la construction, de l'échelle du bâtiment jusqu'à l'échelle urbaine (action conjointe avec le New European Bauhaus, la Built4People Partnership et la Circular Cities and Regions Initiative – CCRI)

- Date limite de dépôt : **8 octobre 2026**.

Interreg

b-solutions : appel prolongé

L'appel b-solutions est **prolongé jusqu'au 30 juin 2026**, offrant un délai supplémentaire aux territoires frontaliers pour lever des obstacles concrets à la coopération.

Ouvert aux collectivités, structures transfrontalières et organismes publics, le dispositif propose un accompagnement par des experts juridiques (et non un financement), afin d'identifier et résoudre des blocages administratifs ou réglementaires (mobilité, emploi, services publics...).

Un outil discret mais utile, qui mise sur des solutions concrètes plutôt que l'octroi de financements.

- Nouvelle date limite de dépôt : **30 juin 2026**

Nous suivre sur les réseaux :



[Bluesky](#)



[LinkedIn](#)



[Twitter](#)

Pour soutenir Enviropea : [Adhésion](#)